

## LA FIN DE TURQUOISE INQUIÈTE LA POPULATION

## L'opération séduction du gouvernement rwandais

Les nouveaux ministres sillonnent le pays pour rassurer la population, l'ordre revient à Kigali, et le FPR promet de collaborer avec les Casques bleus qui ont relevé les soldats français dans la zone humanitaire sûre.

Kigali, envoyé spécial

**H**ier matin, la ville de Byumba, à une soixantaine de kilomètres au nord de Kigali, était entièrement déserte. Dès 9 heures, les habitants ont reçu l'ordre de se réunir au stade, des autobus affrétés par le Front patriotique rwandais (FPR) sont venus chercher les plus éloignés. Le gouvernement, emmené par le président Pasteur Bizimungu, est déposé par un hélicoptère des Nations unies.

Durant près de quatre heures, parfois interrompu par des chants et des danses, le Président lui-même, seul sur un petit podium bleu planté au milieu de la pelouse, encadré par les forces du FPR, répond aux questions des trois mille spectateurs. « Je viens de rentrer de Goma, mes voisins continuent à me menacer. Ce sont des extrémistes. J'ai peur, monsieur le Président, que dois-je faire? », demande un Hutu. « Nous n'avons rien à manger, plus d'école », se plaint la représentante d'un groupe de femmes de Byumba. « Le FPR n'a séquestré mon véhicule, comment puis-je le récupérer? », se risque même un courageux qui fait bien rire la foule.

Patience, Pasteur Bizimungu prend le temps de rassurer, de convaincre. Le gouvernement rwandais mis en place par le Front patriotique tente de rallier une population encore traumatisée et méfiante. A Kibungo, à Gisenyi, à Gitarama, à Byumba, ses membres viennent présenter le visage réconfortant d'un collègue que la rumeur accuse pourtant de « crever les yeux des Hutus ». A chacune de ces manifestations populaires, les ministres supplient la population « de renoncer aux actes de vengeance et de suivre la procédure légale ».

A Kigali apparaissent les premiers signes du retour d'un ordre civique. Le nouveau commandant de la gendarmerie, le colonel Nyamwaza Kayumba, ex-chef des services de renseignement du FPR, a donné des ordres pour que la circulation revienne à la normale, et l'ex-armée de guérilleros s'est dotée de grades et de plaques minéralogiques. Les pillages débridés qui avaient suivi l'entrée du FPR dans la capitale ont cessé. Certains téléphones ont recommencé à fonctionner, les marchés sont approvisionnés. Les cafés, les hôtels, les stations-service, le change, tout marche de mieux en mieux. Le gouvernement, pourtant, travaille dans des conditions proches de l'asphyxie. « L'état de ce gouvernement est égal à zéro, les ministres n'ont pas de ministères ni de budget, affirme un fonctionnaire des Nations unies qui traite quotidiennement avec les autorités. Il est totalement dépendant de l'aide militaire du FPR, qui dispose de toute la logistique et qui est tout-puissant sur le terrain. Et, ce qui est plus grave, qui devient de plus en plus indiscipliné. »

Certains ministres voyagent encore



A la rivière frontalière, samedi, certains réfugiés essaient de fuir au Zaïre à la nage.

en auto-stop. Ils travaillent dans les décombres de bâtiments incendiés pendant les combats, aux vitres brisées, sans électricité, ni eau. A ce jour, les seuls biens du gouvernement rwandais sont un ordinateur et un photocopieur.

Les autorités de Kigali, pourtant, ne cachent pas leur impatience de voir la zone humanitaire sûre revenir rapidement sous leur souveraineté. « Nous ne voulons pas prendre militairement

la zone, juste après le départ des Français, affirme Seth Sendachonga, le puissant ministre de l'Intérieur, membre du bureau politique du FPR, mais nous voulons l'administrer politiquement, comme le reste du pays. Cela dit, nous sommes conscients du problème de cette zone et des risques d'exode. » En clair, les troupes du FPR « n'y seront pas envoyées avant plusieurs jours, voire plusieurs se-

maines ». Pour Seth Sendachonga, il faudra alors que les troupes des Nations unies « prennent leurs responsabilités » en matière de sécurité. « Mais pour n'effrayer personne, nous invitons les observateurs à travailler au sud-ouest, et nous envisageons même des patrouilles militaires communes avec la Minuar (force des Nations unies, ndlr). »

Le problème clé, bien sûr, est celui

des garanties de sécurité que ce gouvernement claudicant est capable d'offrir. Les disparitions, les actes de vengeance continuent malgré tout, comme le reconnaît Sendachonga: « Des détachements du FPR, isolés, se sont livrés à des exactions. Ils seront jugés. Si nous étions encore en guerre, la justice militaire à leur égard serait certainement plus expéditive. Nous continuerons à chercher et à désigner les coupables, mais nous allons offrir une justice équitable. » Certains signes montrent également que les autorités politiques ont de nombreux comptes à rendre aux militaires, encore grisés par leur victoire. Des divergences sont apparues au sein même du gouvernement sur la durée de la phase transitoire. Il est notoire également que le Premier ministre Faustin Twagiramungu serait prêt à discuter d'une amnistie pour une large partie des Rwandais, alors que le FPR estime cela « catégoriquement inacceptable ».

La zone Turquoise, qui a été remise clés en main aux autorités de Kigali dès hier, va au devant d'une « situation apocalyptique » si rien n'est fait pour prévenir un exode sur la ville zaïroise de Bukavu, estime Charles Petrie, coordinateur adjoint des Nations unies pour l'action humanitaire. Huit camps sont déjà prévus le long de la frontière zaïroise, capables d'héberger 320 000 personnes. Et de Kigali, les camions de vivres sont prêts à démarrer à tout instant pour la région. « Nous sommes prêts au pire, dit Charles Petrie. Cette fois, la coordination humanitaire sera une réussite », promet-il.

Jean-Philippe CÉPPI

## MSF dénonce un départ « prématuré »

Pour le président d'honneur de Médecins sans frontières, Xavier Emmanuelli, l'intervention des soldats français a sauvé des milliers de vie, mais leur retrait a été mal préparé.

**L**es troupes françaises quittent le Rwanda en laissant « derrière elles un chaos », a estimé samedi Médecins sans frontières (MSF). « Force est de constater que le départ des forces françaises correspond à un exode qui s'annonce dramatique », écrit l'organisation humanitaire dans un communiqué, en qualifiant de « scandaleux » le fait que « le Conseil de sécurité n'ait pu mettre en place un relais satisfaisant ». Alors que Médecins sans frontières avait déclaré, au début de l'opération Turquoise, que la France était « sans doute la moins bien placée pour intervenir au Rwanda », Xavier Emmanuelli, président d'honneur de l'association et l'un de ses fondateurs, explique pourquoi MSF critique aujourd'hui le retrait des Français.

XAVIER EMMANUELLI. C'est un peu la politique de Ponce Pilate: on a fait ce qu'on avait à faire, mais maintenant ce n'est plus notre affaire. Les Français s'en vont prématurément en ayant préparé leur départ de manière médiocre. A l'heure actuelle au

Rwanda, ni les problèmes sanitaires, ni les problèmes de sécurité ne sont résolus et ils ne le seront pas. Le gouvernement du Rwanda n'a offert aucune garantie claire, par exemple qu'il n'y aura pas de représailles aveugles... Les gens sont en train d'essayer d'émigrer vers le Zaïre. Ils ne le feraient pas si les garanties offertes par Kigali étaient suffisantes. Tant qu'il y avait les Français, cela gelait la situation et assurait une certaine sécurité.

LIBERATION. Quelle préparation aurait été souhaitable?

X.E. Les Français s'en vont en faisant semblant de croire que les troupes internationales africaines vont avoir le même contrôle qu'eux. 5 000 militaires de relève auraient été nécessaires, or on est loin du compte. Il n'est pas sûr que les soldats africains aient les mêmes compétences.

LIBERATION. Pourquoi, à votre avis, en dehors de l'échéance du mandat de l'ONU de deux mois, la France désire-t-elle se retirer?

X.E. Paris a très mal perçu les cri-

tiques internationales au début de l'opération et tient à rester dans ses limites strictes. Mais aussi, la France subodore que la situation pourrait devenir un sacré guépier. Le gouvernement préfère sans doute ne pas se retrouver impliqué avec l'une ou l'autre partie, que ce soit au Zaïre, au Burundi ou au Rwanda.

LIBERATION. N'y a-t-il pas eu un mélange entre politique et humanitaire?

X.E. Je ne vois pas comment une armée peut avoir une mission humanitaire. Elle peut avoir une mission d'assistance logistique ou une mission tampon. Je ne sais pas ce que veut dire « humanitaire gouvernemental ». Ça fait plusieurs années qu'on mélange les genres, que les politiques font semblant de faire de l'humanitaire, pour moi c'est une catastrophe. Mais les politiques ont toujours intérêt à jouer sur le flou car l'humanitaire est toujours consensuel. Et quand les militaires disent: « On va faire de l'humanitaire », comment voulez-vous que l'opinion soit contre? J'ai rencontré des avia-

teurs français qui avaient survolé le Rwanda peu avant l'afflux des réfugiés. La marche d'un million de personnes n'était pas passée inaperçue. Une prévention ou un accueil eût été possible. Or, on n'a rien fait car la politique n'a pas bougé. Il a fallu attendre ces images d'immense catastrophe, de grande peste, pour que l'opinion s'émeuve et que là, on puisse intervenir. Aussi bien l'humanitaire que la politique y ont perdu.

LIBERATION. Quel bilan tirez-vous de l'opération Turquoise?

X.E. Elle a empêché la mort de milliers de personnes. Elle a fourni une aide médicale et sanitaire. Mais ce n'est pas un bilan humanitaire, c'est un bilan politique. En l'occurrence ici, on dit que l'armée française faisait de l'humanitaire. Mais quand on s'aperçoit qu'il faudrait rester longtemps et faire des efforts, là on perd d'être pris dans l'engrenage. C'est des demi-mesures et du coup ça coupp...

Recueilli par Romain FRANKLIN